



Organisation
internationale
du Travail

► Rapport phare de l'OIT

► **Emploi et
questions sociales
dans le monde**

Tendances 2023

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les marchés du travail sont confrontés à d'énormes difficultés

Les perspectives mondiales sur les marchés du travail se sont nettement dégradées en 2022. De nouvelles tensions géopolitiques, le conflit en Ukraine, la reprise inégale après la pandémie et les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement ont créé les conditions d'un épisode de stagflation, conjuguant simultanément inflation élevée et faible croissance, pour la première fois depuis les années 1970. Les responsables politiques sont confrontés à des arbitrages difficiles lorsqu'ils se trouvent face à une forte inflation dans un contexte de reprise partielle de l'emploi. La plupart des pays n'ont pas encore retrouvé les niveaux d'emploi et d'heures travaillées enregistrés à la fin de 2019, avant le début de la crise sanitaire due au COVID-19. Pourtant, une série de chocs du côté de l'offre, principalement sur les marchés des denrées alimentaires et des produits de base, ont fait augmenter les prix à la production, provoquant des pics d'inflation des prix à la consommation et poussant les principales banques centrales à adopter une politique plus restrictive. Sans hausse proportionnelle des revenus du travail, la crise du coût de la vie menace directement les moyens de subsistance des ménages et risque de faire reculer la demande globale. De nombreux pays ont accumulé une dette importante, en partie pour faire face aux graves retombées de la pandémie. Le risque d'une crise mondiale de la dette est donc préoccupant, et met en péril la reprise fragile de nombreux marchés frontières.

Dans ces circonstances difficiles, de forts déficits de travail décent persistent dans le monde, portant atteinte à la justice sociale. Des centaines de millions de personnes n'ont pas accès à un emploi rémunéré. Celles qui ont un emploi n'ont trop souvent pas accès à la protection sociale et aux droits fondamentaux au travail, la majorité des travailleurs étant informels ou dans l'incapacité d'exprimer leurs besoins par le biais du dialogue social. Les revenus sont répartis de manière très inégale, de sorte que de nombreux travailleurs n'échappent pas à la pauvreté. Les perspectives sur le marché du travail sont très inégales, non seulement entre les pays mais aussi au sein des pays. Des écarts entre hommes et femmes existent dans tous les segments du monde du travail, et les jeunes sont confrontés à des difficultés particulières.

La crise du COVID-19 a fait augmenter l'informalité et la pauvreté au travail. Malgré la reprise amorcée en 2021, le ralentissement attendu risque d'aggraver la pénurie actuelle de meilleures possibilités d'emploi, poussant les travailleurs vers des emplois de moins bonne qualité ou les empêchant d'accéder à une protection sociale correcte. Les revenus réels du travail diminuent lorsque les prix dépassent les revenus nominaux. Il en résulte

une pression à la baisse sur la demande dans les pays à revenu élevé qui se répercute sur les pays à revenu faible et intermédiaire par le biais de la chaîne d'approvisionnement mondiale. En outre, les perturbations incessantes dans les chaînes d'approvisionnement menacent les perspectives d'emploi et leur qualité, en particulier dans les marchés frontalières, ce qui limite d'autant les chances d'une reprise rapide du marché du travail.

En somme, un climat d'incertitude élevée et persistante est apparu à l'échelle mondiale,

décourageant les investissements des entreprises, des petites et moyennes en particulier, rognant les salaires réels et repoussant les travailleurs vers l'emploi informel. Les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté au cours de la décennie précédente ont largement faibli, et la convergence des niveaux de vie et de la qualité du travail s'interrompt à mesure que la croissance de la productivité ralentit dans le monde entier, ce qui rend les déficits de travail décent plus difficiles à surmonter.

Les conditions difficiles du marché du travail affaiblissent la justice sociale

Le travail décent est fondamental pour la justice sociale. Dans leur immense majorité, les ménages dépendent des revenus du travail générés par des possibilités de travail décent offrant un revenu équitable, la sécurité sur le lieu de travail et une protection sociale.

Le déficit mondial d'emplois a concerné 473 millions de personnes en 2022, ce qui correspond à un taux d'incidence du déficit d'emplois de 12,3 pour cent. Le déficit mondial d'emplois est une nouvelle mesure du besoin d'emploi non satisfait dans le monde. Il comprend les 205 millions de chômeurs (soit un taux de chômage de 5,8 pour cent) et les 268 millions de personnes dont le besoin d'emploi n'est pas satisfait mais qui sont en dehors de la population active parce qu'elles ne remplissent pas les critères pour être considérées comme chômeuses. Ce déficit d'emplois est particulièrement important pour les femmes et dans les pays en développement. Bien que les hommes et les femmes soient actuellement confrontés à des taux de chômage globaux similaires, le déficit d'emplois pour les femmes est de 15,0 pour cent, contre 10,5 pour cent pour les hommes. Les responsabilités personnelles et familiales – notamment le travail de soins non rémunéré –, le découragement dû au manque d'emplois décents et la rareté des possibilités de formation et de reconversion peuvent empêcher de nombreuses personnes de chercher un emploi ou limiter leur disponibilité pour travailler à brève échéance. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur présentent des taux élevés d'incidence du déficit d'emplois, entre 13 et 20 pour cent, alors que les pays à revenu intermédiaire supérieur

affichent un taux d'environ 11 pour cent; et les pays à revenu élevé, de seulement 8 pour cent.

À l'échelle mondiale, environ 2 milliards de travailleurs occupaient un emploi informel en 2022. La fréquence de l'emploi informel avait reculé de 5 points de pourcentage entre 2004 et 2019, mais la reprise de l'emploi après la crise du COVID-19 a été principalement alimentée par l'emploi informel, ce qui a entraîné une légère augmentation de l'incidence de l'informalité. Celle-ci est dépourvue de nombreuses caractéristiques de la relation d'emploi formelle qui sont importantes pour faire progresser la justice sociale. Par exemple, les emplois informels ont beaucoup moins de chances de donner accès aux systèmes de protection sociale que les emplois formels. Dans l'ensemble, seulement 47 pour cent des personnes dans le monde sont effectivement couvertes par au moins une prestation de protection sociale, ce qui veut dire que plus de 4 milliards de personnes ne bénéficient toujours d'aucune protection sociale.

En 2022, on estime que 214 millions de travailleurs vivaient dans l'extrême pauvreté (avec un revenu inférieur à 1,90 dollar É.-U. par jour et par personne en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA)), soit environ 6,4 pour cent des actifs occupés. Selon les estimations, les pays à faible revenu enregistrent le même taux d'extrême pauvreté au travail qu'en 2019, et un nombre croissant de travailleurs pauvres. Sans mesures décisives pour sortir de cette impasse, il sera impossible de réaliser l'objectif de développement durable (ODD) 1, à savoir l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes. Comme les revenus nominaux du travail n'augmentent pas

au même rythme que l'inflation, la crise du coût de la vie risque de faire basculer davantage de personnes dans la pauvreté absolue ou relative – la «pauvreté relative» correspondant au fait de tomber au-dessous du seuil de pauvreté national. Ce risque est particulièrement élevé pour ceux qui se trouvent au bas de l'échelle de répartition très inégale des revenus; les revenus de la moitié inférieure des travailleurs dans le monde ne correspondent qu'à environ 8 pour cent du revenu total du travail.

Les femmes et les jeunes s'en sortent nettement moins bien sur les marchés du travail, ce qui

témoigne de grandes inégalités dans le monde du travail dans de nombreux pays.

Au niveau mondial, le taux d'activité des femmes s'élevait à 47,4 pour cent en 2022, contre 72,3 pour cent pour les hommes. Cet écart de 24,9 points de pourcentage signifie que, pour chaque homme économiquement inactif, il y a deux femmes inactives. Les jeunes (15-24 ans) ont de grandes difficultés à trouver un emploi décent. Leur taux de chômage est trois fois plus élevé que celui des adultes (25 ans ou plus). Plus d'un jeune sur cinq – 23,5 pour cent – est sans emploi et ne suit ni études ni formation (ce que l'on appelle les «NEET»).

Les crises multiples freinent la croissance de l'emploi

Les répercussions prolongées de la pandémie, le coût de la vie et les crises géopolitiques pèsent lourdement sur les perspectives du marché du travail. Les chocs de l'offre et de la demande ont provoqué des hausses de prix qui ont généré les taux d'inflation les plus élevés depuis des décennies. Le conflit en Ukraine et d'autres conflits géopolitiques aggravent les pénuries d'approvisionnement et augmentent l'incertitude. En conséquence, la crise du coût de la vie érode le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages et réduit la demande globale. Le resserrement de la politique monétaire donne un tour de vis aux conditions de financement non seulement dans les économies avancées, mais aussi, par effet d'entraînement, dans les économies émergentes et en développement. En l'absence de coordination adéquate des politiques, il est à craindre que les économies dominantes ne se concentrent avant tout sur des objectifs répondant à leurs problématiques nationales sans tenir compte de leurs potentiels effets collatéraux. Les offres d'emploi ont commencé à diminuer fortement dans les pays qui en font état. Toutefois, ce recul avait atteint des niveaux record précédemment et, en octobre 2022, leur nombre est rétrospectivement resté élevé.

Au-delà de ces défis immédiats, les changements structurels à plus long terme des marchés du travail mondiaux se font de plus en plus sentir. Par exemple, le changement climatique contribue à une augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les inondations, la sécheresse, la dégradation des terres, l'érosion des sols, les vagues de chaleur

et les précipitations imprévisibles. L'ajustement à ces nouvelles réalités nécessitera des initiatives d'adaptation de grande ampleur, notamment de lourds investissements dans les infrastructures des régions fortement touchées. Cela étant, ces mesures d'adaptation offrent également des possibilités de création d'emplois, en particulier dans certaines des régions les plus pauvres du monde, notamment en Afrique. Par ailleurs, le vieillissement de la population s'est accéléré dans presque tous les pays avancés et dans de nombreux pays émergents, entraînant une contraction de la main-d'œuvre qui ne sera probablement pas compensée par l'émigration de régions démographiquement plus dynamiques. Dans le même temps, l'évolution technologique, en particulier en ce qui concerne les nouveaux appareils et outils numériques tels que l'intelligence artificielle, ne s'est pas encore montrée à la hauteur des projections optimistes antérieures quant à son potentiel d'augmentation de la productivité et d'allègement de la pénibilité du travail, mais ces innovations sont nécessaires pour faire face à certaines pénuries de main-d'œuvre dues à l'évolution démographique.

L'interaction des facteurs macroéconomiques, des tendances à long terme et des cadres institutionnels est variable et a un effet différent sur la croissance de l'emploi selon les groupes de revenus des pays.

Premièrement, les perspectives macroéconomiques sont pessimistes pour les pays à revenu élevé, tandis que de nombreux autres pays devraient connaître une normalisation de leur croissance après les taux de croissance plus élevés enregistrés en 2021 et 2022. Deuxièmement, en raison de la faible couverture sociale dans les pays

à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, de nombreux travailleurs ne cesseront pas de travailler, mais seront contraints de se tourner vers l'économie informelle lorsque l'activité économique ralentira. En revanche, les pays pourvus de dispositifs de maintien de l'emploi éprouvés (qui sont pour la plupart à revenu élevé) y auront à

nouveau recours, limitant ainsi les pertes d'emploi. Troisièmement, les entreprises des pays à revenu élevé pourraient être confrontées à des pénuries de main-d'œuvre lors d'une reprise ultérieure en raison du vieillissement et de la contraction de la main-d'œuvre, ce qui les incitera à conserver leurs travailleurs si elles le peuvent.

La croissance de l'emploi devrait nettement ralentir

L'emploi mondial devrait progresser de 1,0 pour cent en 2023, ce qui représente un ralentissement important par rapport au taux de croissance de 2,3 pour cent en 2022. Cette projection pour 2023 constitue une importante révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à la projection précédente. Aucune amélioration majeure n'est prévue pour 2024, année où la croissance de l'emploi devrait légèrement augmenter pour atteindre 1,1 pour cent. Les perspectives sont pessimistes pour les pays à revenu élevé, avec une croissance de l'emploi proche de zéro. En revanche, elle devrait dépasser sa tendance à la hausse d'avant la pandémie dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

En raison du ralentissement de la croissance de l'emploi, les déficits creusés par la crise du COVID-19 à l'échelle mondiale ne devraient pas être comblés au cours des deux prochaines années. La forte croissance de l'emploi en 2022 a fait passer le ratio mondial emploi-population à 56,4 pour cent, contre 54,5 pour cent en 2020, mais il est resté près d'un demi-point de pourcentage au-dessous du niveau de 2019. Le nombre total d'heures hebdomadaires travaillées en 2022 est inférieur de 1,4 pour cent à son niveau du quatrième trimestre de 2019, après ajustement pour tenir compte de la croissance démographique. Ce chiffre équivaut à 41 millions d'emplois à plein temps (à quarante-huit heures par semaine). Le nombre moyen d'heures hebdomadaires travaillées par travailleur devrait diminuer légèrement en 2023 en raison du ralentissement économique, pour se situer juste au-dessus de quarante et une heures par semaine. Cette réduction de l'activité limite le potentiel de revenu des travailleurs et probablement les possibilités de transition vers des emplois de meilleure qualité et bien rémunérés.

La croissance de l'emploi a été vigoureuse en 2021 grâce à la réouverture de secteurs clés de

l'économie, et les conditions du marché du travail ont continué de s'améliorer en 2022. Le ratio emploi-population a dépassé son niveau d'avant la crise en Europe et en Asie centrale en 2022, et la majorité des pertes a été regagnée dans les autres régions. Les femmes, touchées de manière disproportionnée par les pertes d'emploi en 2020, ont connu une croissance particulièrement forte de l'emploi. En 2022, leur ratio emploi-population a retrouvé son niveau d'avant la crise à 0,3 point de pourcentage près, contre un écart de 0,6 point de pourcentage pour les hommes. Cependant, cette reprise plus forte a été principalement alimentée par l'emploi informel: quatre emplois sur cinq créés en 2022 pour les femmes étaient informels, contre seulement deux sur trois pour les hommes.

Les perspectives du marché du travail pour 2023 varient fortement d'une région à l'autre. L'Afrique et les États arabes devraient connaître une croissance de l'emploi de l'ordre de 3 pour cent ou plus. Toutefois, compte tenu de l'augmentation de leur population en âge de travailler, ces deux régions ne devraient enregistrer qu'un modeste recul du taux de chômage (de 7,4 à 7,3 pour cent en Afrique et de 8,5 à 8,2 pour cent dans les États arabes). En Asie et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance annuelle de l'emploi devrait être de l'ordre de 1 pour cent. L'Amérique du Nord ne verra pas de progression de l'emploi en 2023, et le chômage repartira à la hausse. L'Europe et l'Asie centrale sont particulièrement touchées par les répercussions économiques du conflit en Ukraine; l'emploi devrait reculer en 2023, mais le taux de chômage ne devrait augmenter que légèrement en raison d'une croissance limitée de la population en âge de travailler. En effet, la population active devrait diminuer en 2023 en Europe et en Asie centrale. En dépit de ces tendances pour les principaux indicateurs du marché du travail, chaque région restera confrontée à une multitude de déficits de

travail décent qui risquent de s'aggraver face aux conditions économiques mondiales et aux défis à long terme comme le changement climatique.

La croissance de l'offre mondiale de main-d'œuvre devrait continuer à ralentir, ce qui entraînera d'importantes pénuries, en particulier dans les économies avancées. Ce ralentissement s'explique en partie par la hausse des niveaux de revenus au cours de la dernière décennie dans les pays en développement et les pays émergents, ce qui a permis à de nombreux jeunes de prolonger leurs études. Néanmoins, une grande partie des jeunes restent sans emploi et ne suivent ni études ni formation (ce que l'on appelle le «taux de NEET»), ce qui aura des effets négatifs sur leurs possibilités d'emploi à venir. Réduire ces taux de NEET reste un défi important à relever pour que l'économie mondiale bénéficie de l'explosion démographique des jeunes dans de nombreux pays en développement. Le fait de combler, même partiellement, le déficit mondial d'emplois grâce à l'accroissement de l'emploi rémunéré permettrait de réduire les déficits de travail décent et de stimuler l'activité économique. En offrant notamment aux travailleurs âgés la

possibilité de rester attachés au marché du travail, les économies avancées ont fait de grands progrès à cet égard. Elles constituent le seul groupe de pays où les taux d'activité ont augmenté au cours de la dernière décennie au lieu de diminuer.

Le chômage mondial devrait légèrement augmenter en 2023, d'environ 3 millions de personnes, pour atteindre 208 millions. Cela correspond à un taux de chômage de 5,8 pour cent. Malgré les perspectives économiques mondiales négatives, le chômage ne devrait rebondir que modérément, car une grande partie du choc est absorbée par la baisse rapide des salaires réels dans un contexte d'accélération de l'inflation. Cependant, bien que le chômage mondial ait nettement diminué en 2022, passant de 235 millions en 2020 à 205 millions, il enregistrait encore un chiffre supérieur de 13 millions par rapport à celui de 2019. En 2022, les taux de chômage sont tombés au-dessous de leur niveau d'avant la crise uniquement dans les Amériques ainsi qu'en Europe et en Asie centrale; ils restent au-dessus de ce niveau dans les autres régions.

La qualité du travail est également sous pression

Au-delà du déficit d'emplois, la qualité du travail demeure une préoccupation majeure. Sans accès à la protection sociale, de nombreuses personnes ne peuvent tout simplement pas se permettre de ne pas travailler. Elles acceptent souvent n'importe quel type de travail, très mal payé et avec des horaires contraignants ou insuffisants. Le ralentissement prévu va donc probablement obliger les travailleurs à accepter des emplois de moins bonne qualité que ceux auxquels ils pourraient prétendre dans des conditions économiques plus favorables. En outre, les prix augmentant plus vite que les salaires nominaux, les travailleurs verront leur revenu disponible diminuer rapidement, même s'ils peuvent conserver leur emploi.

Ces déficits de travail décent varient en termes de forme et de gravité selon les régions, mais ils sont très répandus. Dans les États arabes, en Afrique du Nord et en Asie du Sud, les écarts liés au genre dans les indicateurs du marché du travail, notamment les taux d'activité, sont importants. En Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Afrique subsaharienne, les taux élevés d'informalité empêchent d'accéder à la protection sociale

et aux droits fondamentaux au travail. Toutes les régions sont touchées par une forme ou une autre de déficit de travail décent. La détérioration actuelle des conditions économiques mondiales risque d'inverser les progrès réalisés et d'aggraver ces déficits dans plusieurs sens.

L'inflation a une forte incidence sur la répartition des revenus réels. De nombreux travailleurs et entreprises ne sont pas en mesure d'augmenter leurs revenus en fonction de l'inflation et subissent donc des pertes de revenus réels. Cependant, certains travailleurs et entreprises – par exemple dans le secteur de l'énergie – enregistrent des gains de revenus supérieurs au taux d'inflation, ce qui augmente leurs revenus réels. La chute des revenus réels est particulièrement catastrophique pour les ménages les plus pauvres, qui risquent de sombrer dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, respectivement 60,8 pour cent et 34,7 pour cent des actifs étaient considérés comme des travailleurs pauvres en 2021, avec un niveau de revenu de 3,10 dollars É.-U. par jour (PPA par habitant).

Les liens dans la chaîne d'approvisionnement mondiale répercutent dans les pays à revenu faible et intermédiaire le ralentissement de la demande dans les pays à revenu élevé. On estime qu'en moyenne 11,3 pour cent des emplois dans l'échantillon de 24 pays à revenu intermédiaire pour lesquels des données sont disponibles – à l'exclusion de l'agriculture et des services non marchands – dépendent des liens dans la chaîne d'approvisionnement avec les pays à revenu élevé. Dans certaines économies plus petites, ces parts dépassent largement les 20 pour cent. Dans les

pays à revenu intermédiaire, les secteurs les plus intégrés à la chaîne d'approvisionnement tendent à avoir une plus grande part d'emplois salariés, une plus faible incidence de l'informalité et une moindre proportion de salariés faiblement rémunérés – et donc en principe une meilleure qualité d'emploi. Étant donné qu'une chute de la demande dans les pays à revenu élevé est susceptible de déplacer la croissance de l'emploi dans les pays à revenu intermédiaire vers des activités non liées aux chaînes d'approvisionnement, la qualité moyenne de l'emploi pourrait s'en ressentir.

La croissance de la productivité reste primordiale

Le ralentissement à long terme de la croissance de la productivité dans les pays avancés s'est propagé aux principales économies émergentes. Cette situation est très préoccupante puisque la croissance de la productivité est essentielle pour affronter les multiples crises actuelles en matière de pouvoir d'achat, de bien-être et de durabilité environnementale. L'investissement, l'innovation et la diffusion du progrès technologique seront nécessaires pour faire reculer les menaces qui pèsent sur le travail décent et le bien-être, notamment la pauvreté généralisée, l'informalité et le manque de lieux de travail sûrs et sans danger. Par exemple, l'investissement dans les compétences et les capacités des individus est largement reconnu comme un facteur central de la croissance de la productivité du travail. En outre, les objectifs climatiques dans le cadre de l'Accord de Paris exigent d'accélérer le progrès technique pour permettre aux économies de se développer tout en utilisant l'énergie et d'autres ressources naturelles de manière bien plus efficace et en émettant beaucoup moins de gaz à effet de serre. Ces vingt dernières années, cependant, la croissance de la productivité a progressivement ralenti, surtout dans les économies avancées, mais aussi de plus en plus dans les grandes économies émergentes.

Non seulement la croissance de la productivité a ralenti, mais les fruits de cette croissance sont partagés de manière moins équitable. La part mondiale des revenus du travail a suivi une tendance à la baisse au cours des quinze années qui ont précédé la crise du COVID-19. Des décennies de recul des salaires minima (réels), la fragilisation d'institutions du marché du travail autrefois solides et l'incapacité à relancer le dialogue social à plus grande échelle ont empêché les travailleurs de

profiter pleinement et plus équitablement des fruits de la croissance économique. La concentration industrielle croissante dans certains secteurs accentue encore les inégalités et entrave le dynamisme économique, notamment parmi les petites et moyennes entreprises. L'aggravation des inégalités et le ralentissement de la croissance de la productivité se renforcent mutuellement, car ils concentrent les hausses de revenus d'une manière qui ne stimule pas l'investissement.

Le rythme de l'innovation technologique dans l'économie numérique est élevé, mais ses bénéfices ne sont pas largement partagés. La concentration sectorielle est particulièrement courante dans l'économie numérique en raison du rôle important des actifs incorporels dans le modèle d'entreprise, ce qui provoque une divergence de la croissance de la productivité entre quelques entreprises de pointe et les autres. Les innovations numériques n'ont pas encore produit de retombées en termes de productivité à l'échelle de l'économie, ce qui stimulerait l'emploi et la croissance. Au contraire, la concentration des gains de productivité a faussé la répartition des possibilités d'emplois hautement qualifiés au profit de quelques secteurs technologiques, exacerbant à la fois les inégalités et le ralentissement de la productivité (globale). Ce qui manque, ce sont davantage de percées en matière d'applications qui présentent des avantages pour l'ensemble de la société, par exemple dans la gestion de la mobilité ou dans celle du réseau pour la transition vers une énergie durable. D'autres offres pourraient se présenter pour faciliter l'évolution vers le travail à distance et le travail hybride ainsi que pour répondre au besoin de solutions innovantes liées à la collaboration sur un marché du travail toujours

plus diversifié. Des innovations réglementaires et politiques sont nécessaires pour renforcer le développement technologique dans les domaines à fort rendement social, en combinant des approches normatives et de marchés publics avec la collaboration entre partenaires sociaux pour améliorer la productivité.

La croissance de la productivité a souffert de l'affaiblissement de l'investissement, en partie en raison des niveaux élevés d'incertitude économique. Depuis la crise financière mondiale, l'incertitude économique est omniprésente et freine l'investissement malgré le faible niveau des taux d'intérêt. Ce recul s'est souvent accompagné d'un glissement de l'investissement dans les entreprises vers l'investissement en logements, qui est moins propice à une amélioration rapide de la productivité. Cela s'explique en partie par la volatilité des conditions économiques générales découlant des crises récentes, face à laquelle les entreprises se sont montrées réticentes à accroître leur capacité ou à lancer de nouveaux projets. L'évolution vers un environnement macroéconomique plus stable contribuerait probablement à combler une partie du déficit d'investissement que la pandémie a

amplifié. Des mesures plus énergiques pour lutter contre les inégalités contribueraient également à encourager l'investissement en entraînant une augmentation plus générale des revenus disponibles.

La détérioration des perspectives du marché du travail et l'augmentation de l'emploi informel ont encore affaibli les incitations à l'investissement productif. Compte tenu de la forte hausse de l'incertitude quant à l'évolution future de l'économie mondiale, ce sont les travailleurs informels qui connaissent la croissance la plus rapide de l'emploi. Cela aura des répercussions sur les taux d'investissement qui ont poursuivi leur déclin à long terme, du moins dans les économies avancées et quelle que soit l'orientation à court terme des taux d'intérêt. En outre, l'essor de ce type de travail est associé à une croissance plus faible des salaires et à une moindre incitation pour les employeurs à investir dans la mise à niveau et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre. Avec des institutions du marché du travail affaiblies, de nombreux pays ne disposent pas de mécanismes permettant de limiter ou d'empêcher l'érosion des salaires réels et donc de soutenir la demande globale et une croissance économique équilibrée et inclusive.

Les risques d'aggravation sont importants en 2023

Les perspectives du marché du travail sont marquées par de multiples risques d'aggravation. La «polycrise» actuelle pourrait faire passer la croissance économique mondiale sous la barre des 2 pour cent en 2023, ce qui aurait de graves conséquences pour la création d'emplois. Même sans une telle décélération de la croissance, les perspectives du marché du travail pourraient se dégrader si, par exemple, les entreprises n'étaient pas en mesure de retenir les travailleurs en raison de contraintes financières, ou si les gouvernements se retrouvaient face à une crise de la dette et incapables de soutenir les marchés du travail. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les inégalités et la baisse des revenus réels face à la hausse des prix pourraient étouffer la demande de biens et de services produits localement, ce qui réduirait encore la croissance de l'emploi, en particulier dans le secteur formel.

Malgré le ralentissement général de la croissance de l'emploi, certains pays et secteurs demeurent exposés à un risque de pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Une nette augmentation des investissements dans l'éducation et la formation est nécessaire pour libérer le plein potentiel de la main-d'œuvre mondiale. À l'heure actuelle, deux tiers des jeunes actifs dans le monde manquent des compétences de base, ce qui limite leurs possibilités sur le marché du travail et les contraint à accepter des emplois de moindre qualité. En effet, l'essor de la participation au marché du travail dans les économies avancées s'est souvent fait au prix d'un déclin progressif de la qualité moyenne de l'éducation au cours de la dernière décennie, contribuant ainsi à la décélération de la croissance de la productivité. Dans le contexte actuel où la productivité et l'emploi sont mis à mal, il est nécessaire de lancer une vaste initiative pour stimuler le marché du travail, axée à la fois sur l'emploi et les compétences, afin qu'il soit accessible à tous.

La marge de manœuvre globale est fragmentée

La pandémie de coronavirus a mis à l'épreuve la capacité des principales institutions chargées de l'élaboration des politiques. Les banques centrales du monde entier sont confrontées à des arbitrages difficiles entre la poursuite du soutien à la reprise après la pandémie et la lutte contre l'inflation élevée. Bien que de nombreux pays n'aient pas encore retrouvé les niveaux d'avant la pandémie en termes d'heures travaillées, la normalisation des politiques et la réduction des mesures d'urgence introduites pendant la pandémie sont devenues nécessaires en raison des chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Les gouvernements qui ont accumulé un montant important de dettes pour soutenir les entreprises locales et les ménages se retrouvent maintenant sous pression pour supprimer progressivement certaines de leurs mesures de soutien, s'ils ne l'ont pas déjà fait.

Tout comme la reprise après la pandémie est restée inégale d'un pays à l'autre, il en va de même en ce qui concerne l'exposition aux tensions géopolitiques et aux hausses de prix résultant de ruptures d'approvisionnement. Les pays européens sont confrontés à des hausses importantes et soudaines des coûts de l'énergie qui contribuent à une dynamique de stagflation. Parmi les pays africains, les hausses de prix des denrées alimentaires enregistrées les années précédentes se sont accentuées; de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ne sont pas auto-suffisants en matière de production alimentaire et leurs importations ne sont pas bien diversifiées. Dans le monde entier, garantir l'accès aux biens et aux services de base à des prix raisonnables est devenu une préoccupation nationale, parfois sans tenir compte des retombées internationales des mesures adoptées.

En réponse aux multiples crises économiques et géopolitiques, la solidarité internationale est plus

que jamais essentielle. Un engagement fort en faveur d'initiatives comme **l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale à l'appui de transitions justes des Nations Unies**, ainsi que l'implication étroite des partenaires sociaux dans tous les domaines de l'élaboration des politiques aux niveaux national et international sont des mesures clés qui renforceront la cohérence des politiques et les partenariats pour relever les défis actuels et répondre aux tendances à long terme de l'avenir du travail.

Dans un contexte d'importants déficits en matière de travail décent et de justice sociale, un nouveau contrat social mondial est nécessaire pour renforcer la résilience des économies et des sociétés face aux multiples crises en cours. La Déclaration du centenaire de l'OIT de 2019 et l'Appel mondial à l'action de 2021 en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19 énoncent les éléments fondamentaux d'une telle stratégie aux niveaux national et international. À cette fin, **l'OIT promouvra en 2023 une Coalition mondiale pour la justice sociale** visant à renforcer la solidarité mondiale et à améliorer la cohérence des politiques afin de déboucher sur des mesures et des investissements en faveur du travail décent et de la justice sociale.

L'accélération des progrès dans la réduction du déficit mondial d'emplois, le renforcement de la qualité des emplois et la protection des revenus réels nécessiteront une coordination des politiques et un dialogue social renouvelés. **Un contrat social mondial renforcé devra également intégrer des objectifs à plus long terme**, en s'attaquant aux menaces dues au changement climatique tout en résolvant les déficits de développement et de niveau de vie, en partie grâce à une croissance plus rapide de la productivité. Les gouvernements et les partenaires sociaux devraient profiter de l'occasion pour approfondir leur collaboration à cette fin.

Faire avancer la justice sociale, promouvoir le travail décent

L'Organisation internationale du Travail est l'institution des Nations Unies spécialisée dans les questions liées au monde du travail. Elle rassemble gouvernements, employeurs et travailleurs autour d'une approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, en soutenant la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

ilo.org

Bureau international du Travail
Route des Morillons 4
1211 Genève 22
Suisse